

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008 - 030

portant protection des droits des Personnes Agées

EXPOSE DES MOTIFS

Le préambule de la Constitution énonce clairement le respect et la protection des libertés et droits fondamentaux.

Dans le Madagascar Action Plan (MAP), l'Etat Malagasy a inscrit parmi ses priorités, le « Renforcement de l'observation, du suivi et de la protection des Droits humains ».

En Décembre 2007, le Gouvernement à travers le Ministère de la Santé et du Planning Familial a organisé un atelier pour la mise en place de la Politique Nationale de Protection Sociale ; la présente Loi pour la protection des droits des Personnes Agées constitue un volet pour concrétiser cette action.

Pour cela, des structures et des outils vont être mis en place afin de rendre effectif cette politique de protection.

La présente Loi est constituée de 23 articles regroupés dans six chapitres :

Le Chapitre premier sur les dispositions générales définit les droits et privilèges des Personnes Agées et ce que l'on entend par Personne Agée.

Le Chapitre II parle de la protection des droits des Personnes Agées ;

Le Chapitre III parle des obligations de l'Etat, des Collectivités territoriales et des prestataires de service ;

Le Chapitre IV détermine les instruments institutionnels de protection des droits des Personnes Agées ;

Le Chapitre V édicte les sanctions encourues en cas de violation de ces droits ;

Le Chapitre VI détermine les dispositions finales.

Les mesures de protection des Personnes Agées constituent un cadre institutionnel pour améliorer le cadre de vie de ces personnes devenues vulnérables à cause de leur âge et ceci conformément aux directives définies dans le Madagascar Action Plan (MAP) dans son engagement n° 8 ; et le défi n° 4 : « améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables ».

La carte verte permettra de faciliter l'accès des Personnes Agées aux services sociaux de base et améliorer leur protection sociale.

La carte verte a été lancée d'une manière informelle en 2003 ; mais les statistiques démontrent que les objectifs ne sont pas encore atteints, car seuls 90.000 bénéficiaires ont eu cet outil d'allègement, alors que les Personnes Agées représentent 5% de la population globale de Madagascar.

Ce programme de carte verte entre dans l'application des principes des Nations Unies pour les Personnes Agées adoptés par la Résolution n° 46/91 de l'Assemblée Générale du 16 décembre 1991 qui parle de l'indépendance, de la participation, des soins, de l'épanouissement personnel et de la dignité des Personnes Agées.

L'adoption de cette Loi constituera une grande avancée pour Madagascar et témoignera de sa volonté de se conformer aux engagements pris vis-à-vis des citoyens ainsi que des communautés régionale et internationale.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008 - 030

portant protection des droits des Personnes Agées

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté définitivement en leur séance respective en date du 25 novembre 2008 et du 10 décembre 2008, la Loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.- La présente loi fixe le régime juridique et institutionnel régissant les droits et privilèges des Personnes Agées, des conditions liées à ces droits et privilèges, de la répression et des peines encourues en cas d'inobservations et de violations de la présente loi ainsi que de la réparation.

Article 2.- L'Etat malagasy conformément à la proclamation sur le vieillissement ainsi qu'aux principes des Nations Unies sur les Personnes Agées adoptés par l'Assemblée Générale en 1991 assure l'autonomie, la participation, l'épanouissement personnel et la dignité des Personnes Agées par la mise en place d'infrastructures et moyens appropriés pour la prise en charge de leur santé, leur logement, leur éducation psychiques et psychologiques ainsi que de leur sécurité physique, mentale, familiale et financière.

Article 3.- Une Personne Agée s'entend de tout être humain âgé de 60 ans révolus.

CHAPITRE II
DE LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES AGEES

Article 4.- Toute Personne Agée jouit pleinement de tous les droits et privilèges définis dans le cadre de la présente Loi.

Article 5.- Les Personnes Agées peuvent se constituer en une association ou un groupement conformément à la législation en vigueur.

L'association ou le groupement est habilité à procéder à des collectes de fonds, à recevoir des dons et legs auprès du public ou d'autres organismes selon les modalités d'application fixées par voie réglementaire.

Article 6.- Les Personnes Agées peuvent bénéficier à leur demande d'une assistance judiciaire.

Article 7.- Les Personnes Agées bénéficient d'un accès prioritaire aux services des soins et aux médicaments, cela à titre gratuit ou à prix réduit auprès de tout établissement sanitaire public.

Pour les soins des Personnes Agées, les établissements privés sont tenus par les termes des

conventions conclues avec l'Etat ou les Collectivités territoriales.

Article 8.- Les Personnes Agées bénéficient des mesures facilitant leur accès aux guichets des services publics.

Article 9.- Les Personnes Agées bénéficient d'un système éducatif approprié à leur besoin physique et mental.

CHAPITRE III DES OBLIGATIONS DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES PRESTATAIRES DE SERVICE

Article 10.- L'Etat accorde le dégrèvement fiscal aux Personnes Agées pour les biens immobiliers leur appartenant et qui leur servent d'habitation ou d'exploitation aux fins de leur survie.

L'Etat facilite en dernier recours le droit au logement des Personnes Agées qui peuvent être placées dans des centres appropriés en collaboration avec des organismes privés.

L'Etat protège les Personnes Agées contre toutes formes de violence sous peine des sanctions édictées par les réglementations en vigueur en la matière.

Le prestataire de service est tenu de respecter et de faire respecter la présente loi.

Article 11.- L'Etat élabore les stratégies de prévoyance sociale à moyen et à long termes afin d'améliorer les conditions de vie des Personnes Agées.

Dans ce cadre, des objectifs précis sont définis par voie légale et réglementaire conformément aux traditions, valeurs culturelles et pratiques traditionnelles de chaque région.

Article 12.- Des dispositions appropriées sont prises au niveau des Collectivités territoriales en vue de favoriser le développement des solidarités de proximité pour les Personnes Agées.

Article 13.- La participation active de la société civile et des Organisations Non Gouvernementales (ONG's) est favorisée et privilégiée dans la mise en œuvre de la politique de promotion et d'épanouissement des Personnes Agées.

CHAPITRE IV DES INSTRUMENTS INSTITUTIONNELS DE PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES AGEES

Article 14.- Pour pouvoir bénéficier de ces droits et privilèges, les Personnes Agées doivent obligatoirement être porteurs d'une carte spéciale dénommée « carte verte » délivrée gratuitement à leur demande auprès de l'autorité compétente.

Article 15.- La carte verte est nominative et personnelle. Elle est valable sur toute l'étendue du territoire de la République de Madagascar.

La forme, les modalités de réalisation matérielle, la demande, l'octroi, la délivrance, le

renouvellement, le remplacement, ainsi que la fixation de la durée de validité de la carte seront fixés par décret.

Article 16.- Un fonds de solidarité nationale est mis en place par l'Etat en faveur des Personnes Agées.

Les Collectivités territoriales à leur niveau doivent créer un fonds régional.

Article 17.- Un comité national et des comités régionaux sont mis en place, chacun à leur niveau pour l'orientation et le suivi des termes de la présente Loi.

Article 18.- Dans le cadre de leur compétence respective, tout responsable au sein de chaque Département ministériel ou Etablissement public, des Collectivités Décentralisées, tout agent chargé de l'accueil des Personnes Agées, tout prestataire de service doivent respecter et faire respecter les droits, privilèges et avantages qui sont accordés par la présente Loi et les textes réglementaires y afférents sous peine de sanctions disciplinaires administratives ou pénales.

Article 19.- L'Etat et les Collectivités Territoriales Décentralisées, chacun, à leur niveau peuvent conclure des conventions spécifiques avec des institutions, des Etablissements publics ou privés, des Organisations Non Gouvernementales (ONG's) concernant les droits, privilèges et avantages dont bénéficient les Personnes Agées selon la présente Loi.

L'application de ces conventions ne doit souffrir d'aucune discrimination liée à la race, au sexe, à la religion et doit se faire dans le respect des droits et libertés fondamentaux édictés par la Constitution de la République de Madagascar.

Les textes réglementaires pris en application de la présente Loi fixent les modalités de compensation par des éventuelles contreparties pour les prestataires partenaires de la carte verte.

CHAPITRE V DES SANCTIONS DES VIOLATIONS DE CES DROITS

Article 20.- La non observation des termes de la présente Loi est punie de l'article 473 du Code Pénal.

Article 21.- Des sanctions administratives ou disciplinaires peuvent être prises à l'encontre des prestataires, des personnes ou des établissements qui ne respectent ou qui ne font pas respecter délibérément les termes de la présente Loi.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

Article 22.- En tant que de besoin, les modalités d'application de la présente Loi seront déterminées par voie réglementaire.

Article 23.- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.
Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 10 décembre 2008

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE PRESIDENT DU SENAT,

Jacques SYLLA

Yvan RANDRIASANDRATRINIONY

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana- Fahafahana -Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

Volavolan-dalana laharana faha-021/2008 tamin'ny 18 jona 2008
milaza ny fiarovana ny zon'ny Zokiolona

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny Lalàmpanorenana ao amin'ny savaranon'andony dia milaza mazava ny amin'ny fanajana sy ny fiarovana ny fahafahana sy ny zo fototra ananan'ny tsirairay.

Ny Governemanta Malagasy dia milaza ao anatin'ny Madagasikara Amperin'Asa ny fanarahamaso sy ny fiarovana ny zon'olombelona ary eo anatrehan'izany dia nanao atrik'asa izy tamin'ny alàlan'ny Ministeran'ny Fahasalamana sy ny Fandrindrana ny Fiainam-pianakaviana tamin'ny volana Desambra 2007 mba hametrahana politika ara-tsosialy, ka ity Volavolan-dalàna natao hiarovana ny zon'ny Zokiolona ity dia an'isan'ny fametrahana izany politika izany.

Ahitana toko enina ity Volavolan-dalàna ity:

Ny Toko voalohany dia milaza ny andinindiny amin'ny ankapobeny sy mamaritra ny atao hoe : Zokiolona ;

Ny Toko faharoa dia milaza mazava ny amin'ny fiarovana ny zon'ny Zokiolona ;

Ny Toko fahatelo dia mamaritra ny andraikity ny Fanjakana sy ireo vondrom-paritra ary koa ireo sehatra sy sampan'asa miantefa amin'ny fiainan'ny Zokiolona ;

Ny Toko fahaefatra dia mamaritra ireo fitaovana rehetra natao hiarovana izany zon'ny Zokiolona izany ;

Ny Toko fahadimy dia milaza ireo sazy ampiharina raha misy ny fanitsakitsahana izany zon'ny Zokiolona izany ;

Ny Toko fahaenina dia milaza ny andinindiny mamarana ny fehezan'ity Volavolan-dalàna ity.

Ireo fepetra natao hiarovana ny zon'ireo Zokiolona dia sehatra ara-dalàna natao hiarovana ireo olona enimpolo taona noho miakatra, izay lasa marefo nohon'ny fandrosoan'ny taonany ka izany dia natao hifanaraka amin'ny torolàlana voalaza ao amin'ny fandraisana andraikitra laharana faha-8 sy ny fanamby faha-4 ao amin'ny Madagasikara Amperin'Asa.

Ny fananan'ireo Zokiolona ny atao hoe “karatra maitso” dia hanamora sy hanatsara ny fiarovana ny tombontsoan'izy ireo eo amin'ny sehatra fototra rehetra ilaina amin'izany fiarovana izany.

Efa nisy tany amin'ny taona 2003 izany karatra maitso izany saingy tsy nisy fepetra ara-dalàna nifehy azy ka nahatsapana fa tsy tratra ny tanjona tamin'izany satria sivy alina (90 000) monja ny karatra nozaraina, nefa ny antotan'isa dia milaza fa mahatratra (5%) dimy isan-jaton'ny

malagasy ny isan'ireo Zokiolona enimpolo taona sy mihoatra eto Madagasikara.

Ny fandaharan'asa « karatra maitso » dia tafiditra amin'ny fampiharana ny paikadin'ny Firenena Mikambana ho fiarovana sy fanatsarana ny fiainan'ny Zokiolona izay notapahina tamin'ny alàlan'ny fehin-kevitra laharana faha- 46/91-n'ny Fivoriamben'ny Firenena Mikambana tamin'ny 16 desambra taona 1991 ary milaza ny amin'ny fahaleovan-tena, ny fandraisana anjara, ny fitsaboana, ny fivelaran'ny maha-olona ary ny haja amam-boninahitra omena sy ananan'ny Zokiolona.

Ny fankatoavana ity Volavolan-dalàna ity dia manamarika ny dingana vitan'ny Madagasikara ny amin'izany sehatra izany ary koa manaporofo ny finiavana hanaraka ireo fepetra iraisana eo amin'ny isam-paritra sy iraisam-pirenena ary manamarika ny fanatanterahan'ny mpitondra ny fanekena nataony tamin'ny vahoaka entiny.

Izany sy izany no antonanton'ity Volavolan-dalàna ity.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana- Fahafahana -Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

Volavolan-dalàna laharana faha 021/08 tamin'ny 18 jona 2008
milaza ny fiarovana ny zon'ny Zokiolona

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha-28 oktobra 2008, izao Volavolan-dalàna manaraka izao :

**TOKO VOALOHANY
NY AMIN'NY ANKAPOBENY**

And.1. - Ity Lalàna ity dia mametra ny fomba ara-dalàna sy ara-drafitra hiarovana ny zo sy tombontsoa ho an'ireo Zokiolona ; ny fepetra mifandraika amin'ireo zo sy andraikitra ireo, ny fanenjehana sy ny sazy mihatra raha misy ny tsy fanajana sy fandikana ireo izay voalazan'ity Lalàna ity ary koa ny fahazahoana mangataka onitra aterak'izany tsy fanajana sy fandikana ity Lalàna ity.

And.2. - Araka ny fanambarana mahakasika ny zon'ny Zokiolona sy ny fepetra noraisin'ny Firenena Mikambana momba ny fiarovana ny zon'ny Zokiolona izay nolanian'ny Fivoriambeny tamin'ny taona 1991 ; ny Fanjakana Malagasy dia miantoka ny fahavitan-tena samy irery ny Zokiolona, ny fandraisany anjara, ny fivelaran'ny maha-olon'ny Zokiolona, ny fahamendrehany, ka izany dia amin'ny alalan'ny fananganana sy fametrahana fitaovana ary ny fitaovana ilaina rehetra momba ny fahasalaman'ireo Zokiolona ireo, ny toeram-ponenany, ny fampianarana hampivelatra ny ara-tsaina sy fanahy, ary koa ny fiarovana azy ara-batana, ara-tsaina, ara-bola sy ny fiainan'izy ireo eo anivon'ny fianakaviany.

And.3. - Ny atao hoe Zokiolona dia ireo olona enimpolo taona sy mihoatra.

**TOKO II
IREO FOMBA HIAROVANA NY ZON'NY ZOKIOLONA**

And.4. - Ny olona rehetra feno enimpolo taona sy mihoatra dia zaka feno ny zo sy tombontsoa voalazan'ity Lalàna ity.

And.5. - Ireo Zokiolona dia afaka manangana vondrona na fikambanana araka izay voalaza ao amin'ny lalàna velona mahakasika izany.

Io fikambanana na vondrona io dia afaka mitady vola amin'ny سهام-piaraha-monina sy fikambanana hafa ary koa afaka mandray tolotra na fanomezana ka ny fepetra anaovana izany dia hoferana amin'ny alàlan'ny didim-panjakana.

And.6. - Afaka mangataka fanampiana ara-pitsarana ny Zokiolona ho an'ny raharaha rehetra mahasahana ny seha-pitsarana.

And.7. - Mahazo loha-laharana ireo Zokiolona raha mankeny na eny amin'ny tobim-pahasalamana sy fizaram-panafodim-panjakana rehetra ary izany dia maimaim-poana na amin'ny vidiny mirary.

Ireo tobim-pahasalamana tsy miankina dia voafehin'ny fifanarahana nifanaovany tamin'ny Fanjakana mahefa na koa ireo vondrom-paritra.

And.8. - Ireo Zokiolona dia manana tombony amin'ny fepetra hanamoràna ny fandehanany amin'ny sehatra mahasahana raharaham-panjakana.

And.9. - Ireo Zokiolona dia omena fampianarana mifandraika amin'ny filàn'ny sainy sy ny toebatany.

TOKO III
NY ANDRAIKITRY NY FANJAKANA
SY NY VONDROM-PARITRA
ARY IREO SEHATRA SY SAMPAN'ASA MIANTEFA
AMIN'NY FIINAN'NY ZOKIOLONA

And.10. - Ny Fanjakana dia manome fihenanketra ho an'ireo Zokiolona mahakasika ny trano fonenany na koa ny toerana miantoka ny fivelomany.

Raha tena tsy manana toeram-ponenana ny Zokiolona dia ny Fanjakana no manamora ny fahazahoany fonenana amin'ny alàlan'ny fametrahana azy amin'ny toeram-pandraisana tsy miankina mifandraika amin'izany ka iarahan'ny Fanjakana mandray anjara ny fipetrahany ao.

Ny Fanjakana dia miaro ny Zokiolona amin'ny herisetra miseho amin'ny endriny rehetra ary sazin'ny lalàna manan-kery amin'izany.

Ireo sehatra sy sampan'asa miantefa amin'ny fiinan'ny Zokiolona dia manaja ary manaoizay hanajana ity Lalàna ity.

And.11. - Ny Fanjakana no manao ny paika akaiky na lavitra hitsinjovana ny ara-tsosialy mba hanatsarana ny fepetra iainan'ny Zokiolona.

Ho fanantanterahana izany dia hisy tetika ho amin'ny tanjona marim-potra horaisina amin'ny alalan'ny lalàna sy ny didim-panjakana ka hatao mifandraika amin'ny fomba Malagasy sy ny kolon-tsaina ary ny fomba fanao isam-paritra.

And.12. - Raisina ny fepetra isaky ny vondrom-paritra mba hampahazoana tombondahiny ny fampivoarana ny firaisankinam-piaraha-monina ho fiarovana ny Zokiolona.

And.13. - Omena tombondahiny ny fandraisana anjaran'ny fiaraha-monim-pirenena sy ireo fikambanana tsy miankina amin'ny fampandehanana ny politikan'ny fampivoarana sy fampivelarana ny mahaolon'ny Zokiolona.

TOKO IV
IREO FITAOVANA MARI-POTOTRA
HIAROVANA NY ZON'NY ZOKIOLONA

And.14. - Ireo Zokiolona dia tsy maintsy manana karatra manokana omena anarana hoe “karatra maitso” mba hahazoany mizaka ireo zo sy tombontsoa ireo ka izany karatra maitso izany dia zaraina maimaim-poana ho an'izay mangataka izany eny amin'ireo manampahefana mpanome izany.

And.15.- Ny karatra maitso dia tsy maintsy mitondra ny anaran'ny tompony ary tsy azo ampindramina olon-kafa. Manan-kery manerana ny tanin'ny Repoblikan'i Madagasikara ny karatra maitso.

Ny endriky ny karatra maitso, ny fomba fanatanterahana azy, ny fomba fangatahana azy, ny fomba fanomezana azy, ny fanavaozana, ny fanoloana ary ny famerana ny fotoam-paharetan'ity karatra maitso ity dia hatao amin'ny alàlan'ny didim-panjakana.

And.16. - Hisy kitapom-bolam-pirenena hapetraky ny fanjakana.

Ireo vondrom-paritra **dia tsy maintsy** mamorona kitapom-bolam-paritra.

And.17. -Ny komitim-pirenena sy ireo komitim-paritra no mandrindra sy manara-maso ny fampiharana ny andinindinin'ity Lalàna ity.

And.18. - Araka ny fahefana ananan'ny tsirairay dia ireo tomponandraikitra amin'ny Ministera, seha-panjakana, vondrom-paritra ary koa ireo mpiasa izay tomponandraikitra amin'ny fandraisana ny Zokiolona, ireo sehatra sy sampan'asa miantefa amin'ny fiainan'ny Zokiolona dia tsy maintsy manaja ary manao izay hanajana ny zon'ireo Zokiolona, ny ny tombontsoany ary ny tombony tokony ho azon'izy ireo ka voalazan'ity Lalàna ity sy ny fepetra ara-panjakana ho fanatanterahana ny fampiharana ity Lalàna ity, ka ny tsy fanarahana izany dia ho sazin'ny Famaizana amin'ny fandikam-pitsipika na ara-panjakana na koa amin'ny Lalàna mifehy ny ady heloka.

And.19. - Ny Fanjakana sy vondrom-paritra, araka ny tandrifiny avy dia afaka manao fifanarahana manokana amina vondrona mahefa, amina seha-panjakana na sehatra tsy miankina, amina fikambanana tsy miankina, mahakasika ny sehatra rehetra iarovana ny zon'ny Zokiolona, ny tombontsoany ary ny tombony tokony ho azon'ireo Zokiolona ireo araka ny voalazan'ity Lalàna ity.

Ny fampiharana izany fifanarahana izany dia tsy tokony ahitana fanavakavahana ara-bolo-koditra, na amin'ny maha-lahy na maha-vavy, na ara-pivavahana, ka izany dia atao amin'ny fanajana ny zo fototra sy ny fahalalahana izay voalaza ao amin'ny Lalàmpanorenan'ny Repoblikan'i Madagasikara.

Ny didim-panjakana avoaka ho fampiharana ity Lalàna ity no mametra ny sanda sy ny fomba hanampiana ireo mpiara-miombon'antoka amin'ny karatra maitso sy ireo sehatra ary sampan'asa miantefa amin'ny fiainan'ny Zokiolona.

TOKO V
NY SAZY AMPIHARINA NY AMIN'NY TSY FANAJANA
SY FANITSAKITSAHANA NY ZON'IREO ZOKIOLONA

And.20. - Ny fandikana izay voalaza ato amin'ity Lalàna ity dia sazin'ny andininy faha-473 amin'ny Fehezan-dalàna Famaizana.

And.21. - Azo saza ara-panjakana na amin'ny sazy momba ny fandikam-pitsipika ireo olona natao hanaja ity Lalàna ity ka tsy manao izany, na sehatra nanao fifanarahana hampihatra izany nefa tsy manaja izany, na koa ireo toerana tokony hanaja izany nefa tsy nanao izany ary minia tsy manaja sy tsy mampanaja izany.

TOKO VI
NY AMIN'NY FAMARANANA

And.22. - Raha ilaina, dia hisy didim-panjakana horaisina ho fampiharana ity Lalàna ity

And.23.- Avoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblikan'i Madagasikara ity Lalàna ity

Ho tanterahina toy ny Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha 28 oktobra 2008

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,
NY SEKRETERA,

Jacques SYLLA